

considérables, on s'en prendra aux personnes ; on feindra de les dénoncer non pour ce qu'elles enseignent, mais pour la prétendue indignité de leurs vies. C'est toujours Voltaire qui l'écrit : « Il faut décrier les auteurs (qui ne pensent pas comme nous) ; il faut adroitement empoisonner leur conduite ; il faut les traduire devant le public comme des gens vicieux... ; il faut présenter leurs actions sous un jour odieux... Si les faits nous manquent, il faut en supposer en feignant de taire une partie de leurs fautes. Tout est permis contre eux... Déférons-les au gouvernement comme ennemis de la religion et de l'autorité ; excitons les magistrats à les punir. » Et il recommande le secret : « Frappez et cachez votre main... Les mystères de Mithra ne doivent pas être divulgués... » A la moindre critique, à la moindre riposte, même les plus modérées, même les plus courtoises, on crie à la calomnie, à l'injure, à la satire « atroce », à la personnalité « infâme », mais l'on traite les adversaires de fripons, de sodomites, d'ingrats, de serpents, de vipères, de cœurs de boue, de coquins, d'échappés de prison, d'hypocrites, de fous, de mouches de police...

Toute cette machine fut employée aussi contre Jean-Jacques, lorsqu'il eut affirmé ses sentiments religieux dans *La Profession de foi du Vicaire savoyard*. Cependant c'est Rousseau qui, par son génie, donna à la mystique révolutionnaire son éclat et sa force de propagande. Malheureusement né, abandonné par son père à l'âge de huit ans, ancien laquais congédié pour vol, entretenu à seize ans par une maîtresse qui en avait trente et qui partageait ses faveurs entre lui et le jardinier, affligé très tôt d'une maladie urinaire incommode et humiliante, inquiet, instable, errant, déraciné, plein de bizarreries et d'orgueil, perverti par ses premières aventures féminines, il avait néanmoins en lui quelque chose qui forçait la sympathie, car il eut des amis qui lui restèrent fidèles dans les épreuves. Sa simplicité de vie, sa pauvreté volontaire (même s'il y mettait un peu d'affectation), ses angoisses, ses fuites, ses demi-hallucinations lui firent

une place à part dans cette société aristocratique au sein de laquelle il eut la faiblesse ridicule de s'introduire, jouant le sauvage dans les châteaux des ducs et des fermiers généraux. La gloire lui vint tard. Il avait trente-huit ans quand il publia son premier discours, quarante-trois quand il fit paraître le second. Il touchait à la cinquantaine quand il donna coup sur coup *La Nouvelle Héloïse*, le *Contrat social* et l'*Emile*. Le succès en fut foudroyant, le plus soudain peut-être que l'on ait vu en un siècle. Du jour au lendemain, il fut pour le public ce que Voltaire avait tout juste réussi à devenir en quarante ans.

Il n'était pas Voltaire. En beaucoup de points, il était même l'anti-Voltaire. Un Louis XIV qui eût remplacé les jésuites par des philosophes eût été au goût de Ferney. Rousseau commence par créer un nouveau mode de sensibilité en se servant d'une langue essentiellement raisonnante pour exprimer les enchantements de la nature, mais aussi ses propres colères, ses utopies, ses besoins de destruction. Il trouve des accents d'une ampleur, d'une beauté étonnantes, et c'est une chose presque incroyable que cet usage des plus magnifiques puissances de la langue pour préparer la ruine de la société qui l'a portée à son point de perfection. Dans l'article *Economie politique* de l'*Encyclopédie* et dans *Le Contrat social*, il établit les bases de la société future qui assurera aux hommes l'exercice de leurs droits naturels. Ces fondements sont : l'égalité complète des associés, l'aliénation des droits de chacun au profit de la collectivité, la subordination des contractants à la *Volonté générale*. Entendons-nous bien sur le sens de cette expression. La *Volonté générale* n'est pas la volonté du plus grand nombre, mais la voix profonde de la Conscience humaine, telle qu'elle devrait parler en chacun de nous et telle qu'elle s'exprime par la bouche des citoyens les plus vertueux et les plus éclairés. « Comment connaître la volonté générale dans les cas où elle n'est point expliquée ? Faudra-t-il assembler toute la nation à chaque

événement ? Il le faudra d'autant moins qu'il n'est pas sûr que sa décision fût l'expression de la volonté générale... Les chefs savent assez que la volonté générale est toujours pour le parti le plus favorable à l'intérêt public, c'est-à-dire le plus équitable. De sorte qu'il ne faut qu'être juste pour s'assurer de suivre la volonté générale. » Et encore : « Il y a souvent bien de la différence entre la volonté de tous et la volonté générale. » Aussi de 1792 à 1795, le recours aux électeurs sera-t-il considéré comme le crime contre-révolutionnaire par excellence : ce serait un retour vers l'opinion de la masse, vers l'opinion réelle, vers l'opinion du plus grand nombre.

En définitive, la *Volonté générale* se définit donc par la conformité avec un système philosophique. Le vrai peuple est un être idéal qui n'existe que virtuellement dans la conscience des « hommes libres », des « patriotes » comme on disait alors, c'est-à-dire d'un petit nombre d'initiés, entraînés sans répit au despotisme de la liberté et c'est ainsi que la « volonté générale », par ruse, par crainte ou par force, asservit la « pluralité ». L'État prime la famille car « l'Etat demeure et la famille se dissout ». L'Etat est le maître des consciences car « la justice, le bien public, l'obéissance aux lois naturelles et positives, les vertus sociales et tous les devoirs de l'homme et du citoyen, il appartient au gouvernement d'en connaître ». « L'Etat à l'égard de ses membres est maître de leurs biens par le contrat social... » « Il y a une profession de foi purement civile, dont il appartient au souverain de fixer les articles... comme sentiments de sociabilité, sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen, ni sujet fidèle... Sans pouvoir obliger personne de croire à ces dogmes, le peuple peut bannir de l'Etat quiconque ne les croit pas ; il peut le bannir non comme impie, mais comme insociable, comme incapable d'aimer sincèrement les lois, la justice et d'immoler au besoin sa vie à son devoir. Que si quelqu'un, après avoir reconnu publiquement ces mêmes dogmes, se conduit comme ne les croyant pas, qu'il soit puni de mort... » La République

s'identifie avec une doctrine ; la société est soumise à un dogme. Le faire passer dans les faits, le traduire en actes, réorganiser le monde conformément à ses postulats : voilà la politique révolutionnaire.

Sa première tâche et, pour ainsi dire, sa tâche unique, consiste à détruire et à empêcher de renaître tous les organismes naturels qui, jusque-là, encadraient et soutenaient les individus et qui sont désormais considérés comme oppressifs et immoraux. La propriété, la famille, la corporation, la ville, la province, la patrie, l'Eglise : autant d'obstacles à abattre. On objectera que la majorité des citoyens les respectent, s'y complaisent, y trouvent le bonheur et la paix de l'âme. Peu importe ; il n'y a pas de liberté contre la Liberté. Si la *Volonté générale* ne parle par en eux, c'est qu'ils sont pervertis et dégradés et c'est un devoir pour les citoyens « conscients » de les émanciper malgré eux.

Devenue religion, la République a son orthodoxie, ses élus et ses réprouvés. Majorités, élections, votes, consultations populaires : tout cela, c'est la façade, le jeu auquel se laissent prendre les naïfs, en s'étonnant que les règles n'en soient jamais appliquées que contre eux. Derrière ces agitations, il y a le petit troupeau des fidèles et des illuminés. Ils détiennent la vérité. Ils se sont juré d'en établir l'empire. Ils sont la *Volonté générale*. Quant à leurs adversaires, quel que soit leur nombre, leur respect du suffrage universel, leur dévotion à la forme républicaine, ils ne seront jamais que des aristocrates, des réactionnaires, des hérétiques et, à l'occasion, des usurpateurs car, de même qu'il y a un roi légitime, il y a un peuple « légitime ». Contre eux, tous les moyens sont permis : la fraude électorale comme la guillotine.

C'est à cela qu'aboutissent les idylles et les pleurs. L'homme est né bon. Puisqu'il y a des coquins et des méchants, c'est que la civilisation l'a corrompu. Pour se régénérer, il doit donc en rejeter les prétendus bienfaits qui ne sont, en réalité, que des chaînes et des injustices. S'il hésite, la force l'y contraindra, car sa mauvaise vo-

lonté est un crime, un crime contre la Vertu. Seront déclarés suspects tous ceux qui, n'ayant rien fait contre la Révolution, n'ont rien fait non plus pour elle.

Peu importe que, par la suite, notamment dans ses lettres au marquis de Mirabeau et surtout à son compatriote d'Ivernois, lors des troubles de Genève, Rousseau ait renié *Le Contrat social* en le déclarant inapplicable aux simples mortels et en menaçant son ami de « l'insupportable et odieux joug de ses égaux », *Le Contrat*, en 1789, sera lu, relu, cité, commenté par les plus ardents. Toutefois, on ne comprendait pas la formation de la mystique révolutionnaire, ni surtout son évolution en quelque sorte mécanique et fatale vers sa forme la plus excessive, si l'on ne tenait pas compte des caractères très particuliers du milieu qui l'a accueillie, nourrie et répandue. L'étude n'en a pas été faite d'une manière méthodique et complète. Augustin Cochin, qui l'avait entreprise, est mort avant de l'avoir terminée. Mais les travaux qu'il a laissés sont assez nombreux pour que nous puissions parcourir sans nous égarer ce domaine qui était le sien.

Les amateurs de théories nouvelles au xviii^e siècle ne restèrent pas isolés. Ils s'associèrent pour mettre en commun leurs connaissances et préciser leurs idées. Cette organisation, qui s'annonce en 1720, se précipite en 1750. A la mort de Louis XV, elle est achevée. Dans toutes les villes pullulent les associations de beaux esprits et d'esprits forts, les sociétés littéraires, les académies, les chambres de lecture (c'est là seulement que l'on trouve les journaux et les pamphlets), les sociétés patriotiques, les lycées, les musées, les loges maçonniques, les sociétés d'agriculture. Leurs séances sont régulières et suivies. On y lit et surtout on y discute. Toute une armée de penseurs s'y entraîne à la controverse et délibère sur les questions du jour : circulation des grains, impôts nouveaux, corvées, assemblées provinciales, ou sur les problèmes de doctrine : rôle de la civilisation, droits naturels, fondements de sociétés.

Si l'on veut bien se rappeler que le premier discours de Rousseau fut une réponse à un concours de l'Académie de Dijon, on jugera du ton, de l'allure et de la portée de ses travaux qui ne différaient en rien de ceux des autres. Toutes les sociétés, en effet, sont liées, soit par des rapports de filiation comme les loges, soit par une correspondance incessante qui soumet les plus lointaines et les moins actives aux mieux informées et aux plus hardies. D'un bout à l'autre du royaume, c'est un perpétuel va-et-vient de vœux, d'adresses et de motions qui cimentent l'union des principes, étouffe les velléités d'indépendance et fait avancer tout le monde du même pas.

La République des lettres qui est, en 1720, une allégorie est, en 1775, une réalité. C'est même le seul état auquel puissent s'appliquer les théories du *Contrat social*, le seul qui soit formé d'égaux, le seul où la volonté générale puisse, à chaque instant, être dégagée par une discussion entre les meilleurs. Ces débats et les votes qui les terminent marquent les progrès de la doctrine révolutionnaire qu'il s'agira ensuite de transporter du petit peuple des initiés au grand peuple des profanes. Et c'est ici qu'apparaît la discordance fondamentale qui ne fera que s'amplifier jusqu'en 1794. La République des initiés est organisée et fonctionne au rebours de la réalité. Plus elle développe sa logique, plus elle s'écarte de la vie. Plus elle veut gouverner, moins elle en est capable.

Dans la vie, on s'associe quand on a les mêmes opinions ; ici, on se réunit, en dehors de toute convenance et de tout intérêt, pour découvrir et définir la doctrine qui sera celle du groupe. L'entente est le moyen et non plus le signe ou la conséquence de l'accord. Dans la vie, ce qui compte, ce sont les actes ; ici, ce sont les paroles. Dans la vie, ce que l'on recherche, ce sont des résultats matériels, tangibles ; ici, ce sont des votes. Dans la vie, gouverner, c'est lutter contre des choses, prévoir, préparer, organiser, agir ; ici, le grand art consiste à composer l'ordre du jour et à faire la majorité. Dans la vie, une pensée se juge à l'expérience,

à l'épreuve des faits. Ici, c'est l'opinion qui règne. Est réel, ce qui emporte l'assentiment des auditeurs ; est vrai, ce qui entraîne leur adhésion. Dans la vie, l'homme n'est pas un individu isolé : il est partie de l'organisme social ; il est membre d'une famille, d'un corps de métier ; il est guidé par toutes sortes de considérations qui ne sont pas du domaine de la logique verbale : religion, foi, morale, traditions, sentiments, loyalisme politique, devoir professionnel. Dans la société de pensée, l'initié fait table rase de tout ce qui n'est pas abstraction et raison raisonnée. Il retranche de lui-même tout ce qui lui est vraiment personnel ; il se réduit à cette petite faculté déductive qui est la chose du monde la plus répandue.

S'il va d'instinct au vrai, au solide, à l'effet plus qu'à l'opinion, s'il introduit dans la discussion autre chose que l'ironie et l'esprit de système, il se rendra bien vite compte qu'il est désagréable à l'auditoire, encombrant, odieux, ridicule. Il se sentira dépaysé et, s'il ne s'éloigne pas de lui-même, il sera « épuré » à la première occasion sérieuse. Les réfractaires éliminés, voilà nos gens isolés des profanes, rapprochés les uns des autres, à l'abri des objections et des résistances, soumis à un entraînement d'autant plus intense que le milieu est plus pur.

Et c'est ainsi que, les écrivains agissant sur les sociétés, et les sociétés sur les écrivains, la troupe inconsciente des frères se trouve poussée d'un mouvement de plus en plus rapide « vers l'avènement d'un certain type intellectuel et moral qu'aucun ne prévoit, que chacun réprouverait et que tous préparent » : le Jacobin socialiste de 1793.

La révolte américaine précipita encore l'évolution.

Les Treize colonies étaient depuis longtemps un des thèmes principaux de la littérature sentimentale et humanitaire. On voyait en elles un peuple neuf, tout proche de la nature, tolérant, pieux, patriarcal, sans autre passion que celle du bien, sans autre fanatisme

que celui de la vertu. Les chapitres que Raynal leur consacre sont la partie brillante de son *Histoire des Indes* par ailleurs si ennuyeuse, si plate et si mal venue. Quand elles eurent décidé de se séparer de l'Angleterre, on se passionna pour la confédération à qui revenait le suprême honneur de faire l'éducation du monde, et de lui montrer le chemin de la liberté. La déclaration des droits rédigée par Jefferson en un style de code moral tourna la tête aux beaux esprits. Quelques-uns se firent quakers ; d'autres — et des plus nobles — s'engagèrent à la suite de La Fayette dans les armées républicaines. Les plus timides les assistèrent de leur propagande, en criant bien haut que l'ère de la régénération était commencée. Depuis un demi-siècle, les cercles philosophiques réclamaient du nouveau et leurs rêves se réalisaient sur une autre terre. Ce qui n'était encore pour eux que paroles et papier se faisait là-bas chair et sang ; les mots y devenaient des choses ; l'âge d'or y renaissait. On frémissait d'envie à la lecture de ces nouvelles. On s'exaltait à la pensée de ces hauts faits. On brûlait d'admiration, de fièvre, de désirs, d'espoirs...

A ce moment, Benjamin Franklin arrivait à Paris en qualité d'ambassadeur : « Tout en lui, dit un publiciste, annonçait la simplicité et l'innocence des anciennes mœurs... Il avait dépouillé la chevelure empruntée. » Ce qui signifiait qu'il ne portait pas perruque. On ne l'en accueillit qu'avec plus d'admiration. Mais il avait moins d'innocence qu'il ne semblait.

Ce gros homme madré était un des principaux dignitaires de la maçonnerie américaine. A peine installé à Paris, il s'aboucha avec les frères de France et prit une part active au travail d'épuration et d'unification qui, après bien des difficultés, assura dans les loges le triomphe des éléments avancés et aboutit, en 1780, à établir la suprématie et le contrôle du Grand-Orient créé en 1773. Du coup, sa maison de Passy devint le quartier général des agitateurs. Il gouverne la *Loge des Neuf Sœurs* (les Muses) qui réunit artistes et littérateurs,

Helvétius, Lalande, Condorcet, Chamfort, Parny, Mercier, Lacépède, Houdon, Vernet... Il l'aide à organiser une université libre et une société de conférences. C'est appuyé sur son bras que Voltaire se présente à la cérémonie d'initiation. Il est le grand prêtre des philosophes, le Messie des mécontents, le patron des faiseurs de systèmes. Ses portefeuilles sont pleins de lettres qui montrent quelle place il tient dans l'esprit public et quelle influence il a sur lui. On lui écrit de partout. On implore ses conseils. Un maître d'école lui envoie le plan d'un pacte fédéral et maçonnique à imposer à tous les souverains d'Europe. Un cardinal — c'est Rohan, celui du Collier — organise des fêtes en son honneur. Un médecin — c'est Marat — lui soumet des expériences de physique. Un avocat — c'est Brissot — l'interroge sur le nouveau monde où il pense aller prendre une leçon de Révolution. Un autre lui dédie son premier plaidoyer : c'est Robespierre.

Quand Franklin quitte la France, la légende des Etats-Unis est indestructible. Son successeur, Jefferson, ne fait que la confirmer et il en procède toute une littérature romanesque et emphatique qui, inlassablement, répète l'éloge du Peuple élu et de la République modèle. Quelques Américains qu'agaçait ce verbiage protestèrent en vain ; leur histoire était devenue article de foi.

Les Etats-Unis avaient donné à la doctrine révolutionnaire ce qui lui manquait encore : l'exemple. L'avenir ne dépendait plus que de l'énergie du gouvernement. Mais y avait-il encore un esprit de gouvernement ?

IV. La crise de l'autorité

Il y a des périodes où les dangers et les malheurs publics font toucher au peuple l'utilité du commandement. Mais le péril oublié, le mal réparé, ce sentiment disparaît.

Désirée après la Fronde pour sa bienfaisance, saluée avec enthousiasme en 1661, l'autorité lassait en 1715 avant d'être, en 1789, traitée de tyrannie. Ce n'était pas qu'elle fût plus lourde ni plus coûteuse : elle avait seulement vieilli. Habitué à ses services, le pays ne les remarquait plus. Il prenait pour naturels et spontanés un ordre et une tranquillité qui ne se maintenaient que par des soins continuels et il s'impatientait de la soumission qui en était le prix.

A peine Louis XIV avait-il fermé les yeux que les agitations renaissaient parmi ceux qui, par position, sont les adversaires-nés du pouvoir royal : les grands et les corps privilégiés. Forts par eux-mêmes, ils s'accoutument beaucoup mieux d'un état semi-anarchique où ils font figure de chefs ou de pouvoirs indépendants que d'une autorité unique et forte qui, maintenant la paix et la justice, rend leur patronage inutile, leur enlève clients et influence et les contraint eux-mêmes à obéir. Délivrés de la surveillance royale, ils se jetèrent dans tout ce qu'avait interdit le règne précédent et ils adoptèrent avec joie les idées de liberté indéfinie qui commençaient à circuler ouvertement.